

l'autre côté de la Chambre durant ce débat. C'est une excellente caractéristique de notre démocratie parlementaire. Cela empêche les gouvernements de devenir apathiques et de faire l'erreur de croire que tout va bien et qu'il n'y a aucun défi à relever.

Le discours du trône s'inspire certes de certaines leçons tirées des récentes élections fédérales. Les Canadiens ont fait savoir catégoriquement qu'ils voulaient un gouvernement majoritaire; à cette époque particulièrement grave de l'histoire mondiale, ils veulent un gouvernement qui agira avec énergie et discernement dans divers domaines. Les Canadiens, je crois, ont compris le sens de ces élections. Ils savent qu'il n'y a aucune solution simpliste aux problèmes qui touchent le Canada ou n'importe quelle région du monde et qu'il n'y a pas de formule magique instantanée. Si nous voulons surmonter les problèmes qui nous assaillent, tous devront donner le ton: le gouvernement, les syndicats, les hommes d'affaires, les agriculteurs, nous tous; le véritable progrès se gagne.

A mon avis, le discours du trône souligne la pensée du gouvernement qui réclame un effort national concerté, faisant appel à ce que les Canadiens ont de meilleur pour surmonter nos problèmes, car nous ne pouvons actuellement faire preuve d'égoïsme dans tout secteur de notre économie. Les Canadiens tiennent à ce que leurs représentants remédient efficacement aux graves problèmes qui se posent pour eux et pour le monde. L'inflation mondiale suscite l'inquiétude et personne ne saurait s'accommoder d'un problème qui, si l'on n'y prend garde, pourrait aboutir à l'anarchie. Tous les partis ont été prévenus, durant les dernières élections, du fait que les Canadiens se rendaient compte du problème et du grave danger de l'inflation. Le discours du trône indique une réaction positive et réaliste de la part du gouvernement. Il ne s'agit pas d'une solution complète, bien entendu, car comme l'a si bien signalé le sénateur Grosart, l'objet d'un discours du trône consiste simplement à donner une idée générale de la politique ministérielle et non à indiquer par le menu les efforts du gouvernement pour lutter contre l'inflation ou donner suite à quelque autre programme.

Comme les pénuries dans le monde viennent encore aggraver l'inflation, on multipliera les efforts en vue d'accroître l'approvisionnement en biens et services. C'est une des solutions acceptées par les Canadiens au cours des élections, c'est-à-dire que, lorsque l'argent, le pétrole et tout le reste font défaut dans le monde et engendrent une montée en flèche des prix, la simple imposition de restrictions à brève échéance n'aboutirait à rien en fin de compte.

Le discours du trône signale que les victimes les plus vulnérables de l'inflation recevront une assistance accrue; elles ont besoin d'aide. Un des côtés néfastes de l'inflation, les sénateurs le savent, c'est que les gens forts, adroits, compétents et avertis réussissent souvent à sauvegarder leur situation économique, voire à l'améliorer parfois en période d'inflation; par contre, les gens faibles et sans protection, sans représentants dans les domaines de la négociation, des affaires, du travail ou autres, les gens à revenu fixe et, ce qui est plus démoralisant encore, ces milliers d'honnêtes contribuables qui ont cherché à s'assurer, par la prudence et les sacrifices, des moyens de subsistance leur vie durant, alors qu'un dollar valait un dollar, seront les plus tragiques victimes de l'inflation si l'on n'y met aucun obstacle. Les Canadiens accueillent donc avec joie les propositions du discours de lundi dernier; on y dit

que des mesures seront proposées pour venir en aide aux gens sans protection et aux faibles, pour amortir l'incidence des hausses du prix du pétrole sur les consommateurs canadiens et prémunir l'économie contre des augmentations préjudiciables du coût d'autres produits.

Malgré certains discours creux de la dernière campagne électorale, la plupart des Canadiens savent que l'inflation et ses effets néfastes ne sont pas exclusivement un problème national. Ce problème est en partie national, mais en soi, il ne l'est pas. En fait, les Canadiens savent bien que par rapport au reste du globe, ils peuvent se compter parmi les mieux partagés au monde. Nul ici, indépendamment des couleurs politiques, ne se contentera du simple maintien du *statu quo* et de dire au reste du monde: «Nous nous débrouillons mieux que vous» parce que cela peut revenir à ne pas dire grand-chose. Nous voulons tous faire mieux, et les parlementaires, quelles que soient leurs convictions, sont déterminés, tout comme le gouvernement actuel, à ne pas se contenter de trouver fierté à comparer notre lutte à l'inflation à celle d'autres pays, pas quand il y en a chez nous qui voient leur sécurité diminuer de jour en jour.

Dans son discours, le sénateur Grosart a parlé de la nécessité de réduire les dépenses gouvernementales. Comme on le sait, le gouvernement en a parlé de façon très précise dans le discours du trône, où on lit:

Le Gouvernement, pour sa part, restreindra ses propres dépenses; il mettra l'accent sur l'amélioration de son efficacité et de son rendement actuels tout en restreignant les formes additionnelles d'activité qui, quoique désirables, pourraient contribuer à la poussée inflationniste. Le Gouvernement fédéral insistera auprès des gouvernements provinciaux et municipaux pour qu'ils adoptent des mesures similaires.

Il faut bien sûr que le gouvernement réduise ses dépenses. J'assure aux honorables sénateurs que le gouvernement en a la ferme intention. Toutefois, les honorables sénateurs ne doivent pas oublier qu'au total, les dépenses municipales et provinciales dépassent de beaucoup celles du gouvernement fédéral; les observations du sénateur Grosart devraient s'adresser aux administrations provinciales, tant conservatrices que libérales et néo-démocrates, qui ne peuvent traduire dans la réalité cette proposition générale du discours du trône que si elles unissent leurs efforts à ceux du gouvernement fédéral en vue de restreindre les dépenses.

Quand on considère les dépenses totales du gouvernement fédéral pour l'exercice financier 1975-1976, le discours du trône nous apprend qu'on prévoit qu'elles:

... engloberont un certain nombre de nouvelles mesures de première importance, dont l'octroi des crédits nécessaires pour niveler le prix des produits pétroliers au Canada.

On lit plus loin dans le même paragraphe:

Les dépenses fédérales au chapitre des biens et services, contrairement aux divers paiements de transfert, sont demeurées, pendant quelques années, relativement constantes par rapport au produit national brut, et ce rapport a été inférieur en 1973 à ce qu'il était en 1961.